

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'écologie, du développement
durable et de l'énergie

Décret n° du

**relatif à la participation financière des agences de l'eau à la protection sociale complémentaire
de leurs personnels**

NOR :

Publics concernés : agents contractuels de droit public des agences de l'eau.

Objet : participation financière des agences de l'eau à la protection sociale complémentaire (prévoyance) de leurs personnels.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain du jour de sa publication.

Notice : le présent texte met en place des dispositions permettant aux agences de l'eau de participer financièrement à la protection sociale complémentaire de leurs agents contractuels de droit public. Le contrat ou le règlement devra répondre à des critères sociaux de solidarité. La souscription à une protection sociale complémentaire pour la couverture des risques liés à l'incapacité de travail, l'invalidité et au décès (volet prévoyance) est obligatoire pour les agents.

Références : le présent décret peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et de la ministre de la décentralisation et de la fonction publique,

Vu le code des assurances, notamment son article L. 310-12-2 ;

Vu le code des marchés publics ;

Vu le code de la mutualité, notamment son livre II ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 213-8-1 et R. 213-30 à R. 213-48

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 22 bis ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2007-1373 du 19 septembre 2007 relatif à la participation de l'État et de ses établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs personnels;

Vu l'avis du comité technique ministériel du;

Le Conseil d'État (section de l'administration) entendu,

Décète :

Article 1

La participation des établissements publics mentionnée à l'article 22 bis de la loi du 13 juillet 1983 susvisée bénéficie aux agents contractuels de droit public relevant des établissements publics mentionnés aux articles L.213-8-1 et suivants du code de l'environnement dans les conditions prévues au décret du 19 septembre 2007 susvisé et au présent décret.

Article 2

Par dérogation aux dispositions de l'article 4 du décret du 19 septembre 2007 susvisé, l'adhésion aux garanties de protection sociale complémentaire pour la couverture des risques liés à l'incapacité de travail, l'invalidité, et au décès, est obligatoire pour les agents contractuels de droit public de ces établissements, à l'exclusion de ceux d'entre eux qui ont cessé leurs fonctions au sein de l'un de ces établissements pour être admis à la retraite, ou qui sont placés en situation de congé non rémunéré en application des articles 19 à 23 et 33-2 à 33-3 du décret du 17 janvier 1986 susvisé.

Article 3

Les dispositions du chapitre III du décret du 19 septembre 2007 susvisé ne sont pas applicables pour le référencement de l'organisme.

L'agence de l'eau détermine le taux de la participation qu'elle entend verser à l'organisme ou aux organismes de référence, pour la durée pour laquelle il a été désigné ou ils ont été désignés.

L'agence de l'eau effectue le versement de sa participation au vu d'une part de la liste des agents contractuels de droit public visés à l'article 2 relevant de l'établissement pendant l'année considérée, et d'autre part de la liste de ceux de ses autres agents contractuels de droit public et retraités qui ont souscrit des garanties auprès de cet organisme ou de ces organismes de référence pendant la même année.

Afin de s'assurer que sa participation financière bénéficie à ses agents dans le respect du principe de solidarité, l'employeur public vérifie que le ou les organismes de référence ont établi une comptabilité analytique permettant d'en retracer l'utilisation et produisent annuellement les pièces justificatives nécessaires.

Article 4

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, le ministre des finances et des comptes publics, la ministre de la décentralisation et de la fonction publique et le secrétaire d'État au budget auprès du ministre des finances et des comptes publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

La ministre de l'écologie,
du développement durable et de l'énergie,

Ségolène ROYAL

Le ministre des finances
et des comptes publics,

Michel SAPIN

Le ministre de la décentralisation
et de la fonction publique,

Marylise LEBRANCHU

Le secrétaire d'État au budget
auprès du ministre des finances et des comptes publics,

Christian ECKERT